

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 33/009/2007 – ÉFAI

11 juin 2007

AU 144/07 Craintes pour la sécurité

PAKISTAN Iqbal Kazmi (h), journaliste

Le journaliste Iqbal Kazmi a été enlevé par des inconnus, le 6 juin, vers 5 h 30 du matin, après avoir déposé son fils de douze ans chez la mère de son épouse, dans le quartier Gulistan-e-Jauhar de Karachi. Il aurait été torturé, puis drogué dans la soirée du 7 juin. Iqbal Kazmi a repris connaissance le lendemain, dans un parc du quartier Clifton de Karachi. Ses ravisseurs ont menacé de le tuer, lui et sa famille, s'ils ne quittaient pas la ville d'ici au 13 juin.

Ils lui auraient bandé les yeux, l'auraient ligoté, sauvagement frappé, dévêtu et torturé toute la nuit du 6 au 7 juin : Iqbal Kazmi aurait notamment reçu des brûlures de cigarettes sur la poitrine, le dos et les parties génitales. Le lendemain, ses ravisseurs l'ont questionné sur les liens qu'il entretenait avec le député Imran Khan, leader du parti Tehreek-e-Insaf (Mouvement pour la justice) connu pour ses positions critiques à l'égard des gouvernements national et provincial, ainsi qu'avec les services de renseignement. Le journaliste a déclaré n'avoir aucun lien ni avec Imran Khan, ni avec les services secrets. Il lui a également été demandé de retirer une plainte qu'il avait déposée contre le leader du Mohajir Qaumi Movement (MQM, Mouvement national mohajir), Altaf Hussein, qu'Iqbal Kazmi a accusé d'être l'instigateur des émeutes du 12 mai, à Karachi, après la destitution par le président Moucharrarf du président de la Cour suprême du Pakistan. Les ravisseurs lui ont ensuite montré une photo de sa femme et de ses enfants et ont menacé de les tuer s'il refusait de retirer cette plainte et de signer un document de six pages en ce sens. Iqbal Kazmi a par la suite indiqué aux journalistes qu'il avait paraphé ce document sous la contrainte, après avoir été menacé de nouvelles violences.

Outre le leader du MQM Altaf Hussein, la procédure lancée par Iqbal Kazmi visait Arbab Rahim, le Chief minister (Premier ministre de la province) sindhi, qu'il tenait également responsable des émeutes, au cours desquelles 41 personnes, voire plus, ont perdu la vie.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces menaces de mort font suite à une longue série d'attaques violentes visant des journalistes, et à une récente offensive contre la liberté d'expression au Pakistan.

Depuis de nombreuses années, des journalistes et d'autres professionnels des médias sont victimes de menaces, d'arrestations arbitraires, de disparitions forcées, de mauvais traitements, de torture et parfois d'homicides perpétrés par les services de renseignement, l'armée et les groupes d'opposition. Ainsi, en décembre 2005, le journaliste Hayatullah Khan a été enlevé par cinq hommes armés, manifestement membres des forces de sécurité ; il a été retrouvé mort six mois plus tard. La publication de ses photographies avait démontré que, contrairement à ce qu'affirmait le gouvernement, l'armée américaine avait tiré un missile sur le territoire pakistanais du Waziristan-Nord (voir la mise à jour de l'AU 308/05, ASA 33/022/2006 du 20 juin 2006). En avril 2006, le directeur de la chaîne de télévision Baloch Voice, Munir Mengal, a été arrêté par des agents des services de renseignement et demeure à ce jour détenu par l'armée (voir l'AU 92/06, ASA 33/011/2006 du 13 avril 2006). Mehruddin Mari, correspondant pour le Daily Kawdish, un quotidien en langue sindhie, a été battu et soumis à des décharges électriques par des responsables des forces armées qui voulaient le forcer à « avouer » ses liens avec le mouvement nationaliste baloutche. Il a été maintenu en détention pendant quatre mois, de juillet à octobre 2006.

Au cours de l'année 2007, les craintes de nouvelles attaques contre des journalistes ont été exacerbées par un regain de tensions politiques, à la suite de la suspension du président de la Cour suprême par le

gouvernement pakistanais, en mars. Alors que les manifestations de soutien en faveur de ce fonctionnaire s'intensifiaient dans l'ensemble du Pakistan, la police a effectué une descente dans les locaux de Geo TV, sous prétexte que cette chaîne était passée outre l'ordre officiel de ne pas diffuser d'émissions d'actualités populaires. Au cours des émeutes liées à la crise du pouvoir judiciaire qui ont eu lieu à Karachi en mai, des militants progouvernementaux, parmi lesquels figureraient des membres du MQM, ont frappé plusieurs journalistes et abîmé leur matériel afin de les empêcher de mener leurs activités professionnelles.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en ourdou, en pachto ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité du journaliste Iqbal Kazmi, qui a été enlevé le 6 juin et manifestement torturé et qui, à l'instar de sa famille, a été menacé de mort ;
- appelez les autorités à prendre toutes les mesures voulues pour protéger cet homme et sa famille ;
- demandez qu'une enquête impartiale et indépendante soit menée dans les plus brefs délais sur l'enlèvement d'Iqbal Kazmi et les tortures qu'il aurait subies, et que les responsables présumés de ces agissements soient déférés à la justice ;
- demandez instamment aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger les journalistes des menaces, du harcèlement et des attaques, et de garantir leur droit de circuler librement ;
- exhortez les autorités à respecter les droits des journalistes à la liberté d'opinion et d'expression et à la sûreté de leur personne, qui sont garantis par les articles 3 et 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

APPELS À :

Président de la République :
President Pervez Musharaff
Pakistan Secretariat,
Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 9221422

Courriers électroniques : CE@pak.gov.pk
president@pak.gov.pk

Formule d'appel : Dear President Musharaff, / Monsieur le Président de la République,

Ministre de l'Intérieur :
Mr Aftab Ahmed Khan Sherpao
Minister for the Interior
Ministry for the Interior
Room 404, 4th Floor
Block R, Federal Secretariat
Islamabad, Pakistan

Fax : +92-51 9202624

Courriers électroniques : minister@interior.gov.pk
secretary@interior.gov

Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

Président de la Cour suprême du Pakistan :
Mr Justice Rhana Bhagwandas
Chief Justice
Supreme Court of Pakistan
Constitution Avenue, Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 9213452

Courriers électroniques : scp2000@isb.paknet.com.pk

Formule d'appel : Dear Chief Justice, / Monsieur,

Ministre de la Justice et des Droits de l'homme :
Mr. Muhammad Wasi Zafar
Minister of Law, Justice and Human Rights
Room 305, S-Block, Pakistan Secretariat
Islamabad, Pakistan

Fax : +92 51 9202628

Courriers électroniques : minister@molaw.gov.pk
Formule d'appel : Dear Minister, / Monsieur le Ministre,

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 23 JUILLET 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*